

## **“La Russie peut-elle apaiser le Caucase du Nord ?”**

par Thomas KÖRBEL, Assistant de recherche à l'IRIS

## La Russie peut-elle apaiser le Caucase du Nord ?

par Thomas KÖRBEL,  
Assistant de recherche à l'IRIS

« Moscou a gagné ! » - C'est ce que l'on aurait pu croire quand le Kremlin avait déclaré la fin de « l'opération anti-terroriste » en Tchétchénie le 16 avril 2009. Après presque dix ans de guerre dans la région « séparatiste » et une politique de rigueur dans le Caucase du Nord, les autorités russes ont, en effet, établi une certaine stabilité en Tchétchénie. Pourtant, elles se sont trompées dans leurs calculs caucasiens.

La situation dans la région se déstabilise, les incidents terroristes s'aggravent. Lundi 22 juin, Junus-Bek Jevkurov, le président de la République d'Ingouchie, a été victime d'un attentat-suicide. Une voiture piégée a détruit le véhicule blindé du président à Nasran. Jevkurov a été sauvé, trois gardes du corps ont été tués.

La violence semble ainsi se délocaliser de la Tchétchénie vers les autres républiques du Caucase du Nord. Jevkurov n'en est que la victime la plus connue. Trois jours auparavant, l'ex-ministre de l'intérieur, Bashir Aushev a été tué par des francs-tireurs ; début juin, Adilgerej Magomedtagirov, ministre de l'intérieur daghestanais a été assassiné. La liste pourrait être continuée. Les forces de l'ordre russes ainsi que les représentants officiels des républiques nord-caucasiennes, perçus comme loyaux envers Moscou, subissent régulièrement des attaques violentes. En 2008, selon le ministère de l'Intérieur, 948 attentats à l'explosif ont eu lieu sur le territoire russe, dont plus de la moitié dans les républiques caucasiennes de l'Ingouchie (300), de la Tchétchénie (118) et du Daguestan (87). Toutes les semaines, les agences annoncent des affrontements entre terroristes/séparatistes et les forces russes ; chaque mois ont lieu des attentats et des actions de contre-terrorisme avec des morts des deux côtés. Selon Alexandre Bortikov, directeur du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (FSB), 80% des activités terroristes sur le territoire russe se déroulent dans le district fédéral sud.<sup>1</sup>

Pourtant, ce semble être une simplification excessive que de traiter le conflit sous l'angle d'un simple antagonisme « terroristes / séparatistes - pouvoir central ». Avec une politique russe de réaction forte, un manque de réels concepts de stabilisation économique et politique et l'absence de construction d'une société civile, le Kremlin ouvre la voie à la criminalité, la corruption et des structures mafieuses. Toute une région risque de se déstabiliser progressivement. La région semble ingérable et est ainsi appelée « l'étranger intérieur » de la Russie. Des conflits hérités de l'histoire se conjuguent avec des tendances terroristes et des réactions à la politique actuelle russe.

Prenant le conflit tchétchène comme point de départ, le désordre a commencé depuis longtemps à se propager à toute la région nord-caucasienne et ne met pas seulement en cause l'Etat fédéral russe mais menace également de déstabiliser les pays du Caucase du Sud.

L'objectif de cette note est d'étudier la valeur stratégique du Caucase du Nord pour l'Etat russe, toute en analysant les corrélations inter-régionales dans la périphérie sud de la Russie. Quelles sont les interdépendances entre les différents conflits sur le territoire russe ? Quelle est la valeur stratégique du Caucase pour la Russie ? Quelles sont les contradictions de sa politique officielle ?

### I. Le cocktail conflictuel caucasien : la Russie dans l'impasse ?

Le Caucase du Nord est une des régions les plus complexes de la Fédération russe. Finalement colonisée par les Tsars depuis le 19<sup>ème</sup> siècle, la région montagnarde inaccessible et fragmentée a été, auparavant, la pomme de discorde dans plusieurs guerres entre les grands pays limitrophes, la Perse, l'Empire ottoman et la Russie. Cependant, la politique coloniale russe a incité les nombreux peuples montagnards à mener un *Djihad* contre les colonisateurs jusqu'en 1859. A l'époque, au Daguestan, l'Imam Chamil les avait réunis dans un combat islamiste idéologisé, déclenché par des questions liées à la possession et l'utilisation des terres.

Sous l'ère soviétique, les déportations stalinienne des peuples collaborateurs avec les nazis ainsi que les tracés de frontières arbitraires par le centre s'inscrivaient également dans une ligne d'ignorance culturelle et sociale, dont les conséquences sont visibles jusqu'à nos jours. Le conflit de Prigorodny entre Ingouches et Ossètes au début des années 1990 en est une des nombreuses expressions. Comment tous ces conflits sont-ils liés les uns avec les autres ?

Aujourd'hui, après deux guerres tchétchènes brutales, la région souffre de problèmes structurels avec le taux de chômage le plus élevé de la Fédération russe, une économie peu prospère et un néo-patrimonialisme<sup>2</sup> sans précédent. L'Etat russe, quant à lui, conduit une double stratégie. D'une part, il a introduit en réaction une politique dite de la « tchétchénilisation ». Cette approche a pour but de stabiliser la région en déléguant de plus en plus le pouvoir et des compétences, aussi en matière de sécurité, à des élites locales. Parallèlement, la Russie conduit une stratégie de renforcement de sa présence militaire dans le Caucase du Nord dans l'objectif de lutter contre le terrorisme.

Il en résulte la question primordiale pour le pouvoir central russe. Cette politique est-elle capable d'apaiser ce foyer de troubles ou risque-t-elle plutôt d'intensifier ce cocktail conflictuel ? Il s'agit alors d'analyser les différentes substances qui font ce mélange ; les différents conflits existants et leur réactivité par rapport aux deux piliers cernés de la politique russe.

Tableau I : Chiffres clefs du Caucase du Nord

Entité	Président	Surface (km <sup>2</sup> )	Population		Chômage (%) (2008)	Support budgétaire de l'Etat fédéral (2005) (%)
			totale (2008)	russe ethniques (%)		
<b>Adyguée</b>	Aslantcheri Tkhakouchinov	7.600	441.176	64,5	8,5	58,1
<b>Karatchaïévo-Tcherkessie</b>	Boris Ebzeïev	14.300	427.418	33,7	14,4	62,5
<b>Kabardino-Balkarie</b>	Arsen Kanokov	12.500	891.338	25,1	12,2	73,4
<b>Ossétie du Nord</b>	Taïmouraz Mamsourov	8.000	702.456	23,2	11	59,2
<b>Ingouchie</b>	Iounous-Bek Evkourov	4.300	499.502	1,2	47,4	88,3
<b>Tchéthénie</b>	Ramzan Kadyrov	15.000	1.209.040	3,7	36,3	79,4
<b>Daguestan</b>	Moukhou Aliev	50.300	2.687.822	4,7	15,9	81,3

Source : <http://www.gks.ru/>

Depuis la chute de l'empire soviétique, les tensions et leurs sources ont évolué. Déjà durant la deuxième guerre tchéthène, le séparatisme n'avait qu'un rôle secondaire dans les objectifs des rebelles, laissant la place à des motivations religieuses. A la fin des années 1990, une islamisation sous-jacente a eu lieu dans les rangs du mouvement d'indépendance tchéthène. Les fondamentalistes autour de Chamil Bassaïev visaient à instaurer un califat islamo-fondamentaliste au-delà des frontières tchéthènes.<sup>3</sup> Petit à petit, le conflit a commencé à se régionaliser et donc à se superposer avec les autres conflits. En 1999, c'est l'incursion d'environ 2000 rebelles tchéthènes au Daguestan qui a déclenché la deuxième invasion de l'armée russe.

Le Daguestan est un bon exemple de cette superposition conflictuelle, étant avec plus de 30 ethnies distinctes et environ 2,5 millions d'habitants la république caucasienne la plus multiethnique et probablement le plus grand foyer de danger. Selon les autorités daghestanaïses, plus de 1000 combattants vivent dans la clandestinité. Bien que des actes terroristes soient annoncés toutes les semaines par les médias, les frontières entre délinquance et terrorisme s'estompent. Des vendettas entre différents clans sont une autre particularité socioculturelle représentant une source de violence supplémentaire.<sup>4</sup> Qui plus est, l'existence des *Jamaats*, des petites communes qui suivent les lois de la *Charia* et qui, en conséquence, vivent en dehors de la législation russe, met l'ordre de l'Etat fédéral en péril. En pratiquant des méthodes terroristes, les *Jamaats* poursuivent des intérêts particuliers et ils sont une cible majeure des forces de l'ordre russes.

L'Ingouchie est un foyer de tension qui permet de comprendre l'influence aggravante de la politique russe dans ces conflits. Au-delà du conflit autour du district de Prigorodny, les Ingouches, majoritairement musulmans, et les Ossètes du Nord (chrétiens) font objet d'une politique russe de deux poids-deux mesures, distinguant les peuples caucasiens fiables des infidèles. Cette politique remonte jusqu'à l'époque de la colonisation tsariste et elle est toujours d'actualité. Dans ce contexte, il paraît peu étonnant que Vladimir Poutine appelle l'Ossétie du Nord « l'avant-poste russe dans le Caucase ».<sup>5</sup> Ainsi, Moscou a, par exemple, pris parti ouvertement pour l'Ossétie du Nord lors des affrontements violents dans le conflit de Prigorodny.<sup>6</sup> Qui plus est, le territoire ingouche a fait fonction de front occidental dans les guerres tchéthènes. Etant considéré comme un peuple frère des Tchéthènes, les Ingouches ont souffert des attaques de la part de l'armée russe.<sup>7</sup>

Par ailleurs, des problèmes structurels déstabilisent la situation et rendent la gestion de l'évolution difficile pour l'Etat fédéral. Deux aspects expliquent ces difficultés :

1. En 2005, l'envoyé spécial du gouvernement pour le district sud de la Fédération russe, Dmitri Kozak, a rendu un rapport confidentiel à Vladimir Poutine sur la situation dans la région.<sup>8</sup> Il dresse une image désastreuse de la situation : un taux de chômage de jeunes compris entre 41% au Daguestan et 71% en Ingouchie ; une corruption et un néo-patrimonialisme qui dépassent le niveau habituel en Russie. Tout cela risque de provoquer radicalisation de la population.
2. L'exode des Russes ethniques de la région accroît la difficulté du gouvernement russe d'imposer sa politique dans les différentes républiques. Entre 1989 et 2002, la part de la population russe ethnique dans le Caucase

du Nord a diminué de 27%.<sup>9</sup> En Tchétchénie (4%) et en Ingouchie (1%) la part de la population russe est la plus faible.

En conséquence, la Russie a du mal à imposer sa politique sur le Caucase du Nord. Un épisode qui illustre ces difficultés s'est déroulé récemment dans la république du Daguestan. Vladimir Radtchenko y a pris ses fonctions en tant que commissaire des impôts le 3 février 2009. Mais lors de son premier jour de travail à Machatchkala, le fonctionnaire désigné par le Kremlin ne pouvait pas accéder à son bureau à cause de manifestations d'une foule de Lezguiens. Ils revendiquaient traditionnellement ce poste pour leur groupe ethnique, le quatrième de la région. D'autres essais de commencer son travail ont également échoué. Le 6 février, Radtchenko s'est même fait kidnapper. Après des négociations entre Dimitri Medvedev et le président daghestanais, Moukhou Aliev, le poste a été attribué à un candidat lezguien.

Cet événement montre la fragilité russe dans sa périphérie sud et l'échec de la politique de la « tchétchénilisation ». Moscou ne dispose pas toujours des moyens d'imposer sa politique. Cet incident pourrait se dérouler partout dans le Caucase du Nord. Pourquoi ?

Après la prise d'otages à l'école de Beslan le 1<sup>er</sup> septembre 2004, Vladimir Poutine a fait passer une loi qui supprime les élections des gouverneurs régionaux et qui donne au président le pouvoir de proposer leur nomination. Il s'agit d'une mesure, qui, d'une part, avait pour objectif de contrôler notamment les enfants terribles de la Fédération russe, les républiques caucasiennes, et qui, d'autre part, doit être interprétée comme une étape primordiale pour consolider la verticale du pouvoir. Cette loi a mis fin à certaines particularités caucasiennes. Au Daguestan, par exemple, un système de concordance oligarchique des 14 ethnies majeures assurait plus ou moins un équilibre politique. En 2006, Moscou a investi Moukhou Aliev au poste de président afin d'affaiblir les clans. Alors que le Kremlin doit prendre en compte les singularités socioculturelles de chaque république, il cherche effectivement à installer des leaders fidèles. Cependant, ces investitures conduisent à une crise de légitimation du pouvoir local, ce qui provoque le mécontentement des populations et des émeutes. Junus-Bek Jevkurov, au pouvoir depuis octobre 2008, était également un favori du Kremlin.

Cependant, un caractère contradictoire marque la politique russe. Le pouvoir central néglige le fait que Moscou même fasse partie du système corrompu en supportant longtemps les élites locales et en laissant ainsi des structures de clans se consolider. Qui plus est, l'absence de vrais programmes de *Nation building* et de développement économique dans la région fait que la situation ne s'améliore guère et prépare le terrain pour une délinquance accrue notamment parmi les jeunes. La coopération avec Junus-Bek Jevkurov aurait pu devenir une rupture dans cette ligne politique. Récemment, Dmitri Medvedev a annoncé apporter un soutien économique à l'Ingouchie avec 29 mrd. Roubles (670 mio. Euro).

Il s'ensuit une double dépendance : D'un côté, les républiques caucasiennes sont fort dépendantes de l'Etat fédéral dans la mesure où leurs budgets sont financés à plus de 80% par Moscou<sup>10</sup>, de l'autre, Moscou dépend inévitablement de la coopération avec les élites locales, ce qui montre l'épisode au Daguestan en février. Toutefois, ceci implique des risques graves pour Moscou. Le cas du leader tchétchène, Ramzan Kadyrov, en est l'exemple. Etant à la fois fils du premier président tchétchène adoubé par le Kremlin et chef des forces qui ont lutté au côté des soldats russes dans la deuxième guerre, il profite d'une infrastructure favorable pour consolider son pouvoir. Il a transformé ses troupes en armée privée estimée à environ 12.000 combattants aujourd'hui. En l'absence de Russes ethniques en Tchétchénie, Kadyrov a réussi à renforcer sa position vis-à-vis du pouvoir central. Moscou ne contrôle quasiment plus les autorités de sécurité à Grozny. Elles sont toutes sous l'influence de Kadyrov.

Le deuxième pilier de la politique russe, la lutte armée contre le terrorisme « international », connaît des succès annoncés par des médias régulièrement. Le district sud est celui en Russie qui est le plus militarisé et cette tendance ne semble pas changer. Les trois brigades montagnardes existantes de l'armée russe sont stationnées jusqu'à présent dans la région. Qui plus est, le FSB joue un rôle croissant dans la lutte contre le terrorisme. Le 16 février 2006, Poutine a instauré par décret un Comité national antiterroriste, présidé par le directeur du FSB. Toutes les mesures prises dans le Caucase du Nord passent dès lors par ce comité et renforcent ainsi la position du FSB en Russie et, par conséquent, soutiennent la verticale du pouvoir poutinienne. Toutefois, les affrontements ne semblent pas diminuer. Au contraire, les actes de violence terroriste semblent depuis quelques années se propager à toute la région. Des groupements différents ont commencé à conduire des actes terroristes au-delà du territoire tchétchène, de plus en plus avec le soutien des activistes d'ethnies différentes. Le 5 mai 2005, Abdoul-Khalim Saïdoullaïev, à l'époque « président » du gouvernement clandestin tchétchène et éliminé par les militaires russes le 17 juin 2006, avait fondé le Front nord-caucasien. Il s'agit d'une organisation interrégionale qui réunit des groupements terroristes sous le commandement de Chamil Bassaïev. Une coordination étroite entre des groupements dans les différentes républiques et le Front semble effectivement indéniable. Mais le sort du Front est incertain depuis la mort de Bassaïev le 10 juillet 2006. Cependant, des incidents armés persistent dans toutes les républiques du Caucase du Nord jusqu'à présent, même en Adyguée, la plus petite des républiques nord-caucasiennes.

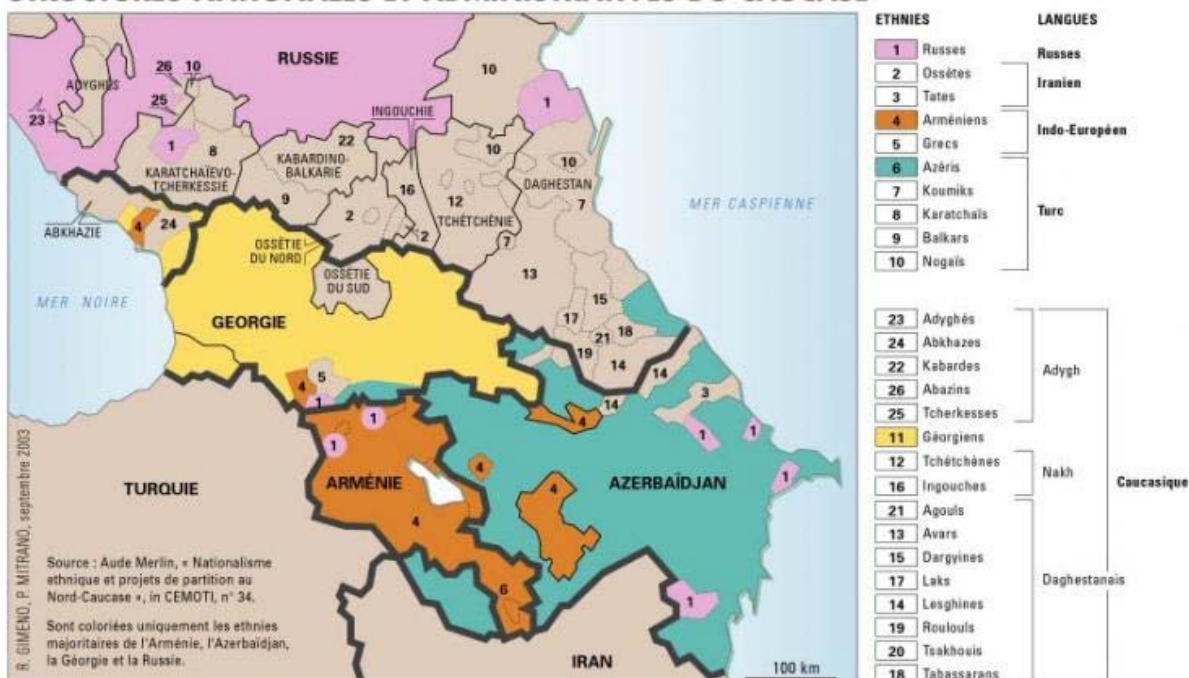
Mais ce terrorisme international que Moscou affirme combattre reste lié à son propre territoire. Certes, il existe des tendances à l'internationalisation du terrorisme dans le Caucase du Nord. Il y a eu des afflux de combattants islamistes avant et durant la deuxième guerre tchétchène et les soutiens financiers pour les groupes de résistants en provenance du Moyen Orient ont été estimés à environ 100 millions de dollars par le ministère américain des Affaires étrangères. Il est également prouvé qu'Al-Qaïda a reporté, dans son combat contre le monde occidental, son espoir sur un Caucase du Nord déstabilisé. Cependant, Emil Souleïmanov et Ondrej Ditrych démasquent la rhétorique russe.<sup>11</sup> D'un

côté, selon eux, le nombre de combattants *djihadistes* n'a jamais été estimé à plus de 300 personnes ; seulement 5 à 10% de la population tchétchène soutiennent les idées *djihadistes*. De l'autre, ces tendances sont en perte de vitesse, particulièrement depuis l'élimination des leaders principaux comme Bassaïev. Néanmoins, la lutte contre le *wahhabisme* reste la rhétorique primordiale du Kremlin et sert à justifier tout engagement des forces militaires en excluant toute ingérence internationale dans ce combat. Cette lutte se caractérise soit par une méconnaissance de l'Islam, soit par l'instrumentalisation des ressentiments contre cette croyance. Parfois il suffit pour les forces de l'ordre de prier cinq fois par jour pour être soupçonné d'être terroriste.<sup>12</sup>

## II. Le Caucase, carrefour des intérêts russes

A la fin des années 1990, Dimitri Trenin, Directeur du *Moscow Carnegie Center*, soulignait déjà l'importance de cette région : « C'est exactement ici, où l'intégrité territoriale et la stabilité interne de la Fédération seront testées, où le rôle international de la Russie le long de sa frontière sud sera défini et où des modèles de ses futures relations économiques émergeront. »<sup>13</sup> Ayant analysé les enjeux de la politique russe dans le cocktail conflictuel au Caucase du Nord, il reste donc à examiner les deux autres aspects évoqués par Trenin, le rôle international de la Russie et ses relations économiques. Quel est le poids géopolitique de la région ? Quels sont les intérêts russes ?

### STRUCTURES NATIONALES ET ADMINISTRATIVES DU CAUCASE



Source : [http://bibliotheque.sciences-po.fr/fr/produits/manifestations/armenie/images/images6/caucase\\_01\\_o.jpg](http://bibliotheque.sciences-po.fr/fr/produits/manifestations/armenie/images/images6/caucase_01_o.jpg)

### L'énergie : le poids géopolitique

En effet, la région caucasienne est primordiale pour le Kremlin sur le plan géopolitique. Les ressources et voies énergétiques sont particulièrement importantes pour Moscou et représentent un pilier important des relations économiques russes. Ceci joue un rôle au niveau national (Caucase du Nord) et international (Caucase du Sud).

Quant au niveau national, le risque du renouveau séparatiste tchétchène sous Kadyrov est étroitement lié à la richesse de ressources de la république. Si le Kremlin coupait alors ses flux financiers vers la Tchétchénie, Kadyrov pourrait essayer de s'emparer des sources de pétrole et de nationaliser les compagnies pétrolières afin de profiter tout seul des gains des ressources. Le leader tchétchène est bien conscient de la richesse de sa république. Lors d'une conférence de presse début mars, il a déclaré que la Tchétchénie pourrait devenir une région donatrice pour d'autres régions. Il est convaincu qu'il aurait les moyens de reconstruire l'économie lui-même, s'il détenait les ressources de pétrole.<sup>14</sup>

Par conséquent, la gestion des ressources énergétiques joue un rôle prépondérant pour Moscou. Il s'agit davantage d'un enjeu politique pour ne pas provoquer un effet domino dans le Caucase, sachant que le Caucase du Nord est dans une position essentielle en ce qui concerne l'accès aux ressources énergétiques de la mer Caspienne. Le pétrole du Kazakhstan et de l'Azerbaïdjan passe par des oléoducs en Tchétchénie. Le seul pipeline opérationnel reliant la Russie à la mer Caspienne traverse le Caucase du Nord entre Bakou et Novorossiysk. Le Daguestan tient un rôle clé

au niveau stratégique. Sur son territoire se situent 70% de la côte russe de la mer Caspienne. Les conflits du Caucase du Nord dépassent les frontières et menacent également les Etats souverains du Caucase du Sud par la voie du terrorisme ; c'est dans ce contexte que la stabilité dans cette région doit également intéresser l'Union européenne qui cherche à diversifier ses approvisionnements énergétiques avec des pipelines entre la mer Noire et Caspienne reliant l'UE aux ressources d'Asie centrale. L'Europe devrait ainsi convaincre la Russie de permettre un engagement plus actif de la communauté internationale vis-à-vis des ONG afin d'apporter une plus grande stabilité au Caucase du Nord.

Enfin, il n'est pas étonnant que la Russie continue à agrandir sa zone d'influence énergétique aussi dans le Caucase du Sud. Actuellement, un gazoduc direct est en voie de construction entre l'Ossétie du Nord et l'Ossétie du Sud. Depuis la guerre d'août 2008, la capitale du jeune Etat indépendant, Tskhinvali, est la seule ville approvisionnée en gaz au début 2009. Pourtant, les travaux sur ce pipeline ont déjà commencé en décembre 2006. Qui plus est, la guerre de cinq jours a montré la vulnérabilité énergétique des pays limitrophes. L'occupation russe de la ville de Poti en Géorgie a bloqué le transport de pétrole à travers la mer Noire. Pour l'Arménie, les effets ont été encore plus graves. 70% des voies de transit, y compris les voies énergétiques, vers l'Arménie passent par la Géorgie. Le dommage de la guerre est estimé à 680 millions de dollars par Erevan.

Comment cet aspect stratégique du Caucase du Nord influence-t-il la politique étrangère russe dans la région montagnarde ?

### Comment la Russie attise les braises

Les imbrications du Caucase du Nord dans la guerre russo-géorgienne, dans l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud et, dans un sens plus large, dans toute la région sud-caucasienne ne doivent pas être sous-estimées. L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud sont la jonction entre les conflits nord- et sud-caucasiens. Déjà en mai 2008, 700 soldats stationnés en Tchétchénie avaient été transférés en Abkhazie. Selon le gouvernement daguestanais, une brigade de combattants volontaires a été envoyée en Ossétie du Sud. L'Ossétie du Nord avait également déclaré envoyer environ 2000 soldats la veille des affrontements.

Pour l'Abkhazie et l'Ossétie du Nord, aujourd'hui, la Russie, seul pays à les avoir reconnues avec le Nicaragua, ne joue pas seulement un rôle de protecteur. Les relations entre les nouvelles républiques indépendantes vont au-delà du besoin de sécurité. Lors qu'elles ont été reconnues indépendantes par le Kremlin, elles sont tombées dans un piège de dépendance de facto : l'approvisionnement énergétique ainsi que les réseaux postaux et de télécommunication dépendent des compagnies russes. Le rouble est la monnaie officielle. Au niveau militaire, le ministère des Affaires étrangères russe a annoncé en décembre 2008 son intention de faire stationner des nouvelles brigades montagnardes entre autres en Abkhazie et en Ossétie du Sud. La guerre russo-géorgienne a donc eu pour résultat non seulement d'élargir la domination politique et économique russe dans le Caucase et de la renforcer par une présence militaire accrue.

Au-delà de cette domination, il existe également la possibilité d'une réunification de l'Ossétie du Sud à l'Ossétie du Nord, ce qui créerait une Grande Ossétie sur le territoire russe qui pourrait dominer le Caucase du Nord. Toutefois, cette option est vivement rejetée par les officiels.

Auparavant, la Russie avait lancé un rattachement sous-jacent des deux territoires en conflit avec la Géorgie depuis la fin de l'empire soviétique. Une grande partie de la population locale avait obtenu des passeports et ainsi la nationalité russe. Cette politique de la « passeportisation » est un outil de la politique extérieure russe qui connaît aussi de plus en plus des exemples dans d'autres régions subissant un conflit gelé comme la Transnistrie et l'archipel de la Crimée.<sup>15</sup> La déclaration du président Medvedev revendiquant le droit de protéger ses citoyens même à l'étranger met en péril une grande partie des pays voisins comme les pays baltes, la Moldavie/Transnistrie et aussi l'Ukraine. Même si Moscou a souligné que la reconnaissance des deux républiques caucasiennes ne changerait pas sa politique dans d'autres régions, cette reconnaissance reflète une grande contradiction de la politique russe. D'une part, elle reconnaît ces deux républiques séparatistes, d'autre part, elle empêche tout essai de sécession sur son propre territoire. Cela s'inscrit alors selon l'avis de la plupart des experts et observateurs dans une ligne d'extension de son hémisphère d'influence en démarcation avec l'OTAN et l'Union européenne d'une part, et d'autre part avec les autres acteurs importants dans la région, la Turquie, qui entretient des bonnes relations avec l'Azerbaïdjan, et l'Iran. Notamment la Turquie a su prendre l'initiative après la guerre russo-géorgienne. Le 13 août 2008, le Premier Ministre turque, Recep Tayyip Erdogan, a proposé à Moscou et aux autres pays caucasiens de fonder une *Caucasus Stability and Cooperation Platform* (CSCP). Pourtant, cette initiative, favorablement perçue par Moscou parce qu'elle exclut des acteurs extracaucasiens, ne s'est pas encore concrétisée.

### **Conclusion**

Les multiples conflits du Caucase du Nord ont donc servi de prétexte au régime de Vladimir Poutine à plusieurs reprises pour renforcer sa verticale de pouvoir. La région souffre dès lors d'une politique russe de tchéthénisation qui ressemble à un renouveau de méthodes soviétiques et qui ne peut pas résoudre les problèmes. Les événements actuels montrent que la démarche de riposte massive en combinaison avec une investiture des Moscovites ne sont pas

en mesure d'apporter de la stabilité durable à la région. L'annonce de la fin de « l'opération anti-terroriste » semble ainsi précipitée.

Un Caucase du Nord stabilisé est important pour le Caucase dans son ensemble. Ainsi, l'Europe et la Russie auraient tous les deux des intérêts à consolider cette région, soit dans des objectifs de diversification de l'approvisionnement énergétique d'un côté, soit dans le but d'assurer des zones d'influence primaire de l'autre. Mais une coopération dans cette région majeure semble peu compatible avec l'approche russe et ainsi peu probable. De futures confrontations diplomatiques ou peut-être même militaires risquent d'être inévitables si la Russie ne repense pas sa doctrine de politique internationale et ses méthodes face à son « étranger interne ».

---

<sup>1</sup> Ria Novosti <<http://de.rian.ru/safety/20080703/112882576.html>>.

<sup>2</sup> Le néo-patrimonialisme est un type mixte de domination qui fait référence d'une part à la domination patrimoniale, un sous-type de la domination traditionnelle, et, d'autre part, à la domination légale-rationnelle, définies par Max Weber dans *Economie et Société* (1921), chapitre 3. Les caractéristiques centrales de la domination néo-patrimoniale sont ainsi l'exercice personnalisé du pouvoir, la corruption, le clientélisme, le népotisme et une privatisation des ressources publiques dans l'objectif d'une légitimation politique et l'auto-enrichissement. La notion a été développée notamment en rapport avec des régimes africains. Pour le Caucase du Nord, c'est Georgi Derlugian qui analyse ce phénomène (*The coming revolutions in the North Caucasus*, Washington, 2005).

<sup>3</sup> Cf. Bernhard Chiari, *Kaukasus*, 2008, p. 111ff.

<sup>4</sup> Il ne s'agit pas seulement d'un phénomène au Daguestan. En Ingouchie, 180 clans sont actuellement estimés d'être en vendetta selon des agences de presse.

<sup>5</sup> Cf. Die Zeit, 22/05, URL <<http://www.zeit.de/2005/22/Inguschetien>>.

<sup>6</sup> Ceci démontre Martin Malek, *Die geopolitische Lage Inguschetiens*, dans: Orient 01/06.

<sup>7</sup> Cf. ibidem.

<sup>8</sup> Le rapport a été publié « par accident » dans Moskovskij Komsomolec le 16 juin 2005. L'article est également accessible sous l'URL <<http://www.elista.org/forums/index.php?act=Print&client=printer&f=2&t=4605>>.

<sup>9</sup> 1.359.191 en 1989 contre 994.591 en 2002 selon Melvin, p. 39.

<sup>10</sup> La part de Moscou dans les budgets locaux en 2005 : Ingouchie 88,3% ; Daguestan 81,3% ; Tchétchénie 79,4% ; Kabardino-Balkaria 73,4% ; Karatchaïévo-Tcherkessie 62,5% ; Ossétie du Nord 59,2% ; Adygie 58,1%.

<sup>11</sup> Emil Souleïmanov et Ondrej Ditrych, *The Internationalisation of the Russian-Chechen Conflict: Myths and Reality*, dans : Europe-Asia Studies 7/2008, p. 1199ff.

<sup>12</sup> Cf. Uwe Halbach, *Antiterrorismus und Jihad im postsowjetischen Raum*, SWP, August 2007, URL <[http://www.swp-berlin.org/common/get\\_document.php?asset\\_id=4270](http://www.swp-berlin.org/common/get_document.php?asset_id=4270)>.

<sup>13</sup> Cité selon Uwe Halbach, *Prekäre Staatlichkeit*, dans : Osteuropa 07/2006, S. 29.

<sup>14</sup> Cf. Ria Novosti, 3. mars 2009, URL <<http://de.rian.ru/russia/20090303/120388817.html>>.

<sup>15</sup> Stacy Closson et Uwe Halbach, *Die Georgien-Krise in ihrer kaukasischen Dimension*, SWP, Oktober 2008, URL <[http://www.swp-berlin.org/common/get\\_document.php?asset\\_id=5385](http://www.swp-berlin.org/common/get_document.php?asset_id=5385)>.